
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLIII.

Du Dimanche 6 Décembre 1789.

Les adresses d'adhésion à tous les décrets de l'assemblée se multiplient de plus en plus ; on a fait mention dans les trois dernières séances de ces preuves de patriotisme données par les villes de Macon, de Bourg-des-Gardes en Anjou, de Château-du-Loir, de la compagnie des volontaires de Château-Thierry, d'Antibes en Provence, de Bagnères de Bigorre, de la communauté Desessarts, d'Amberieux en Bugei, de Libourne, de Monteron en Périgord, de Caventau en Normandie, de Rheims, d'Espalion en Bourgogne, de Saint-Jean-d'Angéli, de Vienne en Dauphiné, de Saint-Chamont en Lyonnais, de Châillon-sur-Marne, de Cailus & Mirabel en Quercy, de vingt-cinq communautés de Chalos, en Guyenne, réunies, de Saint-Hyppolite & Frontignan en Languedoc, de Vierzou en Berry, de la commune de Pamiers, de Sarguemine en Lorraine, de la municipalité de Cahors, de Lavardens en Guyenne, de Rambervillers en Lorraine, d'Etampes, de Montrauban en Bretagne, de Châteauneuf, de Marennes en Dauphiné ; de Blois, de Montreuil-sur-mer, de Cherbourg & de Sainte-Césaire.

Les tribunaux inférieurs ne se montrent pas moins empressés d'exécuter les décrets de l'assemblée, & leur dévouement à la patrie fait espérer que la justice gratuite

Tome V.

C

sera établie en France, avant la réformation de l'ordre judiciaire.

Le présidial de Libourne, celui de Moulins, & celui de Clermont en Beauvoisis ont envoyé un arrêté conforme à ces principes.

M. Martinet de Monferrat, avocat du Roi, honoraire au présidial de Soissons, offre de rendre la justice gratuite dans la ville où il a fixé son domicile.

Le lieutenant général de la ville de Livrai, exprime, au nom de sa compagnie, sa soumission à tous les décrets, & notamment à celui de la contribution patriotique. C'est à ce dernier décret qu'ont adhéré encore les villes de Chalus en Limousin, d'Agde, le comité permanent de Nîmes, & la communauté de Gua en Dauphiné.

Les impôts les plus impolitiques sont ceux qui sont établis sur les objets de première nécessité; tel est l'impôt sur les cuirs. Une adresse des marchands tanneurs, réunis à la foire d'Angers, réclament la suppression des droits de régie; c'est ainsi qu'on rendra à la fabrication des cuirs la liberté nécessaire au développement de cette partie de l'industrie nationale.

Les officiers de la Maîtrise de Vendôme font part à l'assemblée des mesures judiciaires qu'ils ont prises, de concert avec les gardes nationales, le régiment Royal des Cravates & la maréchaussée, pour arrêter les dégâts commis dans les bois, livrés depuis quelque temps à la plus affreuse dévastation; mais cet objet important va faire la matière d'un décret proposé par le comité des domaines.

La communauté luthérienne de Colmar a réalisé un don patriotique de 1800 liv. Les membres d'un club de Paris ont offert aussi leurs boucles d'argent à la patrie.

On s'est enfin occupé des finances, en continuant la discussion du plan de M. Necker.

M. Regnaud a parlé le premier; il a attaqué d'abord le plan de M. l'évêque d'Autun, qu'il regardoit comme

un contrat d'attermoyement avec les créanciers de l'état : il n'adoptoit de ce plan que la caisse d'amortissement & la caisse nationale. Il proposoit de ne s'occuper que des besoins du moment ; & qu'en conséquence , il fût décrété qu'il sera vendu des immeubles du domaine du roi & des biens du clergé , en commençant par les valeurs mortes , & qu'on mit des billers nationaux en circulation , qui porteroient ces mots : *Garantie nationale*. — Hypothèque sur les domaines du clergé & du roi ; qu'enfin , il fût nommé un comité de six membres , qui se concerteroient avec le ministre des finances , pour savoir le nombre des billers nécessaires à mettre en circulation.

M. Regnaud proposoit ensuite que l'on mît aux voix , si l'on rejetoit le plan de M. Necker , oui ou non.

M. Cochon de l'Apparent , en avouant qu'il ne se connoissoit ni en finance , ni en banque , ni en agiotage , a dit , que la nécessité des circonstances ne permettant pas de discuter les principes ; il se borroit à réfuter quelques objections faites contre le plan de M. Necker.

Après avoir justifié la caisse d'escompte , & prouvé les avantages qu'on retire des banques , il a conclu à ce que l'assemblée , en adoptant les bases du plan du ministre des finances , nommât huit commissaires , qui , réunis avec quatre commissaires du comité des finances , se concerteront avec le ministre & les administrateurs de la caisse d'escompte , pour présenter à l'assemblée un nouveau plan à décréter.

Cette motion a été appuyée par plusieurs membres.

M. de Montlaugier , en reconnoissant l'utilité des banques pour toutes les nations riches ou pauvres , croyoit que le projet de banque nationale étoit contraire à la dignité & à l'intérêt de la nation. Il a attaqué ensuite la banque proposée par le ministre comme impraticable , vicieuse & plus nuisible qu'utile au commerce. L'orateur a voulu s'occuper ensuite du plan des finances présenté par le comité ; il a voulu relever une erreur relative à la suppression de la gabelle ; mais des murmures réitérés l'ont avverti qu'il

s'éloignoit de l'ordre du jour, qui consistoit seulement à s'occuper des besoins extraordinaires du moment ; alors M. de Monlaugier s'est attaché à prouver la nécessité d'une caisse nationale, appelée caisse de la dette publique. Il a demandé que le comité des finances fût tenu de faire un résumé exact détaillé de ce qui compose la dette de l'état, & il a fini par conclure à la création de 90 millions de billet, dont le payement seroit assigné, soit sur la contribution patriotique, soit sur les biens des bénéfices actuellement vacans, soit sur les biens des religieux qui seront supprimés, laquelle vente s'effectuera en cinq années.

Il étoit naturel d'entendre sur cet objet un homme accoutumé à stipuler pour les intérêts du commerce.

M. le Couteux de Canteleu comparoit l'état à un grand manufacturier qu'il falloit soutenir, & qu'on ne pouvoit sauver dans ce moment qu'au moyen d'un crédit quelconque, puisqu'il falloit 170 millions pour couvrir les dépenses de la fin de l'année 1789 & celles de l'année 1790. Il a soutenu ensuite qu'il valoit mieux se servir de la forme adoptée par la caisse d'escompte, qu'il appelloit le banquier de l'état, & qu'il pouvoit y avoir quelques risques à ne pas s'en servir. « Cela ne s'oppose pas, disoit-il, aux moyens à adopter pour les autres objets que vous voulez former. M. Necker n'a pas méconnu les principes ; il faut avoir confiance dans les actionnaires de la caisse d'escompte & ne pas courir les chances d'un nouveau papier ; il faut avoir confiance dans les créanciers de l'état & dans les grandes villes du commerce..... Il faut une banque ; c'est le levier le plus puissant ; c'est une force additionnelle pour mettre en mouvement une grande masse de richesses industrielles..... On n'a pas calculé les pertes que causent la concurrence de l'industrie angloise, l'invasion faite par le commerce étranger sur nos colonies, & les effets du déperissement de notre navigation.

En laissant échapper ces différentes richesses, nous avons anéanti une partie de la propriété du peuple, l'industrie. A la place de 5 millions en étoffes de coton que faisoit l'Angleterre, elle en fait aujourd'hui plus de 180; voilà la véritable cause de nos maux, & non la caisse d'escompte.

M. le Couteux auroit pu ajouter que l'agiotage avoit concouru aux maux de la nation, autant pour le moins que nos traités de commerce & notre facilité ruineuse à subir le joug de l'industrie étrangère; mais il s'est occupé à justifier le plan du ministre dans ses détails, & à célébrer ses vertus & ses talens. Il l'a peint comme un administrateur économe, toujours occupé de diminuer la dépense, d'améliorer la recette, & de conserver le crédit. « Ses idées sur les finances, disoit-il, sont simples, il parle à la nation comme Sulli parloit à son maître. »

Après ce grand panégyrique, on pense bien que M. le Couteux a conclu à l'admission du plan de M. Necker; il a demandé encore qu'il fût nommé des commissaires pour en concerter l'exécution avec ce ministre, les commissaires de la caisse d'escompte & les députés des principales villes du royaume, & qu'il fût écrit à toutes les municipalités pour assembler les négocians, marchands & autres intéressés aux transactions du commerce, pour les inviter à acheter comptant un certain nombre d'actions dans la banque nationale.

M. la Borde de Merville a fait une impression bien plus profonde par l'excellent discours qu'il a prononcé: après avoir développé la théorie des banques fondées sur les grands principes de la foi publique, il a justifié la conduite de la banque d'Angleterre dont il a fait voir les avantages immenses qui en étoient résultés pour cette Nation. Il n'est entré dans ces détails que pour prouver que les arrêts de surseance sont une violation du droit des hommes & des propriétés particulières; mais il n'a pas cru pour cela qu'on dût abandonner la caisse d'escompte, & c'est alors que M.

de Laborde a fait une comparaison très-sage entre le législateur & l'homme d'état, qui doivent concourir ensemble pour consacrer les principes, & pour prévoir les suites de leur exécution. Il a attaqué ensuite la proposition faite par M. l'évêque d'Autun, de payer la caisse d'escompte dans 20 ans ; il a dit que ce plan étoit inconcevable, & qu'il pouvoit entraîner les suites les plus funestes par l'interruption des paiemens & du commerce : les applaudissemens de l'assemblée ont paru justifier cette opinion.

M. de Laborde a démontré ensuite qu'une banque nationale seroit peu utile sous tous les rapports, parce qu'on ne se prête pas à soi-même, & qu'ainsi la nation ne pourroit jamais se secourir ; il donnoit la préférence à une banque d'actionnaires semblable à celle d'Angleterre, qui peut donner des secours à meilleur marché que les particuliers.

« Le crédit convalescent nécessite de grands moyens, disoit-il, & j'en propose deux. La caisse d'escompte entre dans le plan que je propose, en tirant de cet établissement le meilleur parti possible. Le premier moyen seroit la fabrication des espèces & l'usage des hôtels des monnoies pour la banque nationale. Cette banque seroit la maîtresse du droit de seigneurage dans les hôtels des monnoies. (1) Le second moyen seroit celui que le ministre a indiqué, d'accepter la banque comme caissière de la nation.

M. de la Borde a présenté tous les avantages qui résulteroient de ces deux moyens ;

1°. Celui de supprimer au premier janvier toutes les caisses particulières, & de n'en conserver qu'une sous la direction des assemblées administratives dans chaque département.

2°. De détruire l'ancienne comptabilité, aussi obscure qu'inutile.

3°. De supprimer toutes les chambres des comptes ; en

(1) C'est un petit revenu ; le ministère a accordé ce droit de seigneurage pour toute la monnaie que la caisse d'escompte a fait frapper depuis sa surseance.

donnant à chaque administration provinciale la surveillance des comptes du département, & du compte général à chaque législature.

4°. D'établir la responsabilité du ministre des finances, de la manière la plus positive.

5°. De faire acquitter dans chaque département non seulement les dépenses locales, mais encore celles que les circonstances nécessiteront, telles que le passage des régimens, les dépenses de la marine & les frais de l'ordre judiciaire.....

Il faut lire dans l'ouvrage même de M. de la Borde, le tableau des vices de l'ancien gouvernement, qui alimentoit un grand nombre de caisses, au lieu de vivifier l'agriculture & le commerce.

C'est avec le plus grand intérêt que l'assemblée écoutoit le plan proposé par M. de la Borde, parce qu'il promet de grandes espérances de bonheur & de richesse pour la nation, qu'elle peut réaliser au premier janvier prochain. On imaginera sans peine avec quelle satisfaction l'assemblée a reçu cette partie du mémoire de M. de la Borde. L'état déplorable des finances, le tableau des misères publiques, la nécessité d'assurer une si belle révolution, & de faire jouir enfin les peuples des bienfaits de la liberté, dont ils n'ont encore éprouvé que les orages, tout concouroit à disposer les esprits en faveur d'un grand projet pour le rétablissement des finances.

« C'est ainsi, a dit M. de la Borde en finissant, que vous ferez cesser cette erreur ridicule, qui, pour une obstruction momentanée, voudroit menacer l'établissement d'une constitution libre ; ce qui doit révolter dans ces circonstances, c'est de voir qu'on attribue à la grande révolution qui s'est opérée, une partie des maux qui ne peuvent être le fruit que de l'ancien gouvernement ; mais cette mal-veillance ne fera pas de longue durée, dès qu'on aura donné au crédit les véritables & les seules bases qu'il peut avoir, la justice & la foi publique ».

Ce discours a été vivement applaudi à plusieurs reprises, & la sensation favorable qu'il a produite a été universelle.

M. de Cafalès & M. Target ont fait la motion tendante à faire imprimer l'ouvrage de M. de la Borde & nommer huit commissaires chargés d'examiner le nouveau plan de banque nationale (1), de concert avec le ministre & les administrateurs de la caisse d'escompte, lesquels commissaires en feront le rapport mercredi prochain.

Cette motion a été accueillie avec empressement, & l'assemblée s'est formée, sur-le-champ, en bureau pour nommer cette commission importante. On doit espérer que, dans la semaine, l'assemblée aura pris un parti définitif sur l'état si urgent des finances.

Aujourd'hui point de séance, demain point de feuille.

(1) Il a paru un grand nombre de plans de banque nationale; on se rappelle que M. l'abbé d'Espagnac en avait présenté un à l'assemblée; M. le duc d'Aiguillon a réclamé plusieurs fois, dans cette séance, que les commissaires fussent chargés de l'examen de ce plan, mais cette demande n'a pas eu des succès.

On souscrit, à Paris, chez CUSsAC, Libraire, au Palais-Royal, N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.